

Contestation de la mondialisation - L'altermondialisme marocain, spécificités d'un label vieillissant

lundi 27 juin 2016, par [RAISSI Saïd](#) (Date de rédaction antérieure : 27 juin 2016).

Saïd Raïssi est Docteur en droit international et relations internationales de l'Université Hassan II de Casablanca. Journaliste depuis 2005, il travaille sur les mouvements de contestation de la mondialisation, les mouvements sociaux, la société civile internationale, et la contestation transnationale.

Sommaire

- [Le poids des enjeux internes](#)
- [L'usage du combat](#)

Au lendemain de la guerre froide, des analystes prédisaient l'avènement d'une ère nouvelle dans laquelle le libéralisme économique était supposé être une réponse aux maux de nos sociétés, la matrice idéologique qui s'adapte le mieux, selon eux, à la nature de l'homme. La marche globalisée de la démocratie libérale devait ainsi mettre un terme à l'histoire tumultueuse des idéologies politiques. L'homme, réconcilié avec son environnement, pouvait ainsi cesser les hostilités pour évoluer dans un monde où la contestation n'a plus raison d'être. Du moins, le pensaient-ils. La mondialisation plaquée sur le modèle démocratique à économie de marché n'a pas accompli l'œuvre d'une paix internationale durable. Les économistes de la globalisation ont été contraints de se rendre à une évidence : la mondialisation n'est pas aussi « heureuse » qu'annoncée [1]. Pour preuve, le vent de contestation global qui souffle sur les lieux de rencontre des acteurs de la mondialisation.

En décembre 1999, Seattle est paralysée par une mobilisation monstre. Venus des quatre coins du monde, des manifestants perturbent la réunion de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et impulsent un nouveau cycle de contestation à la mondialisation. Malgré leur extrême diversité, les opposants qui ont investi les rues de Seattle sont unis autour d'un même slogan : « Un autre monde est possible ». Pour beaucoup, cet événement marque la naissance d'un mouvement, alors appelé « antimondialisation » qui deviendra, par la suite, le mouvement « altermondialiste », ou plutôt les mouvements altermondialistes, si l'on considère la diversité des organisations se revendiquant de cette nébuleuse et l'hétérogénéité des revendications qu'elles promeuvent.

La société civile marocaine ne tarde pas à s'arrimer au vent de contestation global. Toutefois, l'éclosion de l'altermondialisme intervient dans un contexte différent de celui qui prévaut dans d'autres pays. C'est sur les bases d'un contexte politique assez particulier pour l'engagement associatif que l'altermondialisme s'installe dans le royaume. De nombreux militants marocains, engagés sur différentes formes de mobilisations internes, notamment de gauche, vont s'intéresser, très tôt, à l'apparition de l'altermondialisme dans le monde. Inspirée du modèle français, l'Association marocaine pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (ATTAC Maroc) voit le jour assez rapidement. Son assemblée constitutive a lieu le 15 juillet 2000, soit deux ans seulement après la naissance en France d'ATTAC [2]. Un autre processus est lancé

sous l'impulsion de la dynamique altermondialiste internationale. Il s'agit du Forum Social Maroc, dont la première édition sera organisée à Bouznika, en 2002. Comme partout ailleurs, le mouvement altermondialiste marocain connaît, dès lors, un essor notable.

Toutefois, seize ans après Seattle, l'altermondialisme, sans pour autant disparaître, connaît un net recul dans le monde. Organisée pour la seconde édition consécutive à Tunis [3] (du 24 au 28 mars 2015), le dernier Forum social mondial (FSM), grande messe du mouvement de contestation de la mondialisation qui en est à sa treizième édition, n'est, en effet, pas parvenu, comme c'est le cas depuis 2009, à dépasser le cap des 50 000 participants. Le FSM, tout comme le mouvement altermondialiste, est en perte de vitesse, ne parvenant pas à concevoir un programme unificateur.

Il convient de noter que cet essoufflement de la mouvance intervient alors même que la dénonciation des politiques libérales demeurent d'actualité [4], comme le montrent des mobilisations comme celles des Indignés [5]. Des événements majeurs comme la crise financière mondiale amorcée en 2008 et les soulèvements arabes de 2011 donnent, en effet, un relief particulier aux idées altermondialistes. Cette situation paradoxale soulève une question centrale : pourquoi le mouvement altermondialiste est en régression alors même que ses idées semblent triompher ? Il s'agira, à travers cette contribution, d'évoquer deux causes majeures qui expliquent le succès mitigé de la mouvance au Maroc : les spécificités locales liées à des enjeux d'ordre purement interne et l'incapacité de la mobilisation altermondialiste à définir clairement la nature de son combat. Nous verrons, ainsi, dans un premier temps, comment le poids des stratégies de luttes internes ont eu une incidence sur la promotion de la cause altermondialiste au Maroc, pour ensuite observer que l'avènement, dans le contexte des soulèvements dans le monde arabe, ainsi que du mouvement du 20 février rend compte des moments d'hésitation de l'engagement altermondialiste marocain qui a du mal à définir l'usage de son combat.

Le poids des enjeux internes

Pour montrer comment la contestation altermondialiste marocaine, bien que s'inscrivant dans un processus global, est avant tout le produit d'une évolution des mobilisations à l'échelle nationale, il est utile de rappeler d'abord que la contestation transnationale s'inscrit sur plusieurs échelles.

Comme le montrent plusieurs études sur les mouvements sociaux, dont celle de Béatrice Pouligny consacrée à la naissance d'une « internationale civile » [6], derrière les discours et les mobilisations transnationales se cachent, le plus souvent, des préoccupations en lien avec un environnement très proche. Ainsi, si les groupes contestataires qui nous intéressent sont souvent tournés vers l'international, il n'en demeure pas moins que l'effort concret est décliné autour d'enjeux véritablement locaux. Il est ainsi impossible de dissocier l'action des manifestations altermondialistes, apparues depuis Seattle, du contexte dans lequel baigne chacun des groupements. Au Maroc aussi, l'enjeu réel de l'engagement transnational est à rechercher dans une logique de stratégie nationale qui puise ses racines dans l'histoire.

Comme beaucoup de pays pauvres, le Maroc a dû faire face, dans les années 80, à des émeutes engendrées par les programmes de restriction budgétaire dictés par les Plans d'ajustement structurel du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale en échange de prêts [7]. Pour affronter ces problèmes, le pouvoir marocain avait opté pour une répression doublée de la création d'espaces démocratiques et l'encouragement du tissu associatif. Ainsi dans les années 90, le roi Hassan II a enclenché un processus appelé « l'alternance » dont le principe consistait pour le pouvoir, à intégrer l'opposition dans la stratégie makhzenienne. Il s'agissait d'accompagner la politique de répression par des concessions sectorielles à la démocratie. La fermeture du champ

politique favorisera, paradoxalement, une forme de vitalité dans la sphère associative [8].

En effet, il convient de noter que dans les années 80, les ONG ont connu un développement remarquable, encouragées par des organismes comme le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD). Des associations de deuxième génération ont ainsi fait leur apparition au Maroc. Il s'agit souvent de regroupement de militants politisés, forgés dans l'esprit des droits de l'homme. Les précurseurs de ce nouvel élan associatif s'inspirent du vent de promotion des droits de l'homme à l'échelle internationale, notamment du cycle de conférences des Nations-Unis des années 90 qui ont réaffirmé les objectifs fondamentaux de la charte des Nations-Unis. L'Association marocaine des droits de l'homme (AMDH), créé en 1979, et l'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH), créé en 1988, profiteront de cet élan, tout comme le Forum Justice et Vérité créé en 1999 [9].

Par ailleurs, l'avènement du règne de Mohammed IV engage l'Etat marocain dans une stratégie de développement territorial incarnée par l'Initiative nationale pour le développement humain (INDH) lancée le 18 mai 2005. Depuis cette date jusqu'à 2007, la cadence de création des associations va connaître une hausse de 40%, après celle observée à l'occasion de la première expérience d'alternance politique au Maroc [10]. On assiste, par ailleurs, à l'apparition de nouveaux mouvements sociaux extra-institutionnels perçus par certains comme une réponse « au déficit des structures civiles institutionnalisées en matière de démocratisation » [11]. Une dissension est dès lors observable entre des réseaux associatifs interlocuteurs des pouvoirs publics et des mouvements contestataires porteurs de nouvelles identités collectives [12].

Ce contexte particulier favorise l'importation de la cause altermondialiste qui parvient ainsi à trouver ses relais au sein de la société civile marocaine, à travers, essentiellement, deux processus qui sont la naissance de l'association altermondialiste ATTAC Maroc et l'organisation d'un nouvel espace contestataire, le Forum social Maroc.

ATTAC Maroc voit le jour en juillet 2000. Le climat de répression qui accompagne la genèse de l'organisation a pour principal effet d'exaspérer la concurrence dans la sphère militante marocaine qui vient se bousculer au portillon de l'altermondialisme naissant. Comme le montre les travaux d'Eric Cheynis [13], l'association ATTAC Maroc est perçue comme un tremplin militant qui procure des ressources internationales à des acteurs qui se sont volontairement mis en marge du jeu politique [14].

La genèse d'ATTAC Maroc est dictée par une lutte pour le contrôle de l'organisation, mettant en concurrence des acteurs de la gauche radicale marocaine [15]. Depuis sa naissance, ATTAC Maroc est ainsi traversée par des dissensions entre groupes politiques présents qui tentent de prendre le contrôle de l'association. La ligne de démarcation oppose essentiellement des membres dont le militantisme est exclusivement lié à l'altermondialisme et ceux dont l'appartenance à une famille politique se superpose à leur engagement avec l'altermondialisme [16].

Autre espace de l'altermondialisme au Maroc, le Forum Social Maroc, dont la première édition est organisée, à Bouznika, en décembre 2002 [17], fait, lui aussi, l'objet d'une concurrence d'acteurs militants, dont l'enjeu est souvent d'ordre interne. ATTAC Maroc et la gauche marocaine sont les principaux acteurs, mais le forum rassemble aussi une multitude d'autres associations attirées par le label altermondialiste. Le forum veut insuffler une dynamique de regroupement d'acteurs associatifs très divers qui n'ont pas forcément d'affinités militantes, mais qui se retrouvent derrière un discours commun matérialisé par la déclaration finale du Forum Social Maroc [18]. Toutefois, l'adhésion des diverses composantes à la charte commune du Forum Social Mondial, ne peut empêcher le Forum social marocain de grandir au carrefour de deux tendances, l'une associative avec les ONG

présentes et l'autre politique [19]. Cette dichotomie n'est pas sans provoquer des frictions lors de la mise en place du Forum Social Maroc. Dès sa première édition, le Forum Social Maroc, auxquels des acteurs publics ou semi publics ont, directement ou indirectement, participé a été le théâtre d'enjeux perceptibles à travers la composition des comités préparatoires [20]. Deux tendances opposées empêchent le forum de s'épanouir dans la cohésion. La première, représentée par des organisations de développement comme l'AMSED, bénéficie d'une assise associative solide, tissée aussi bien sur le plan international qu'avec les pouvoirs publics, qui lui permet d'être un interlocuteur pour des programmes publics. La seconde est représentée par des organisations tout à fait nouvelles comme ATTAC Maroc, porteur d'un discours radical centré sur une critique virulente de l'économie libérale. Ces deux tendances n'ont cessé de livrer une bataille pour le contrôle du forum. A noter, comme le souligne Éric Cheynis, que cette concurrence des militants sur des enjeux d'ordre locaux est accentuée par l'Etat qui parvient à s'immiscer dans les débats altermondialistes, par le biais, notamment, de l'Agence de Développement Social (ADS), sous sa tutelle [21].

Comme nous venons de le détailler, le mouvement altermondialiste marocain pâtit des conséquences des clivages qui le traversent. Cette spécificité de l'altermondialisme marocain explique en partie son essoufflement. L'autre grand obstacle au renforcement de l'altermondialisme est à relier à la nature de l'engagement altermondialiste marocain.

L'usage du combat

Si la Charte des principes du FSM définit des objectifs [22], elle ne balise pas pour autant le chemin pour y parvenir. Ce mutisme laisse libre cours à diverses interprétations quant à l'usage qui doit être fait du combat altermondialiste. C'est pourquoi ce dernier a toujours été marqué par le sceau de l'hésitation. Le mouvement doit-il s'engager dans la continuité des mouvements sociaux classiques ou doit-il marquer une rupture avec les mouvements qui l'ont précédé ? Comment concevoir l'usage du combat ? Plus schématiquement, à quoi sert l'altermondialisme ? Nous allons voir que ces multiples interrogations rendent compliqué l'usage du combat tant sur le plan international, que marocain.

Comme le relève Eddy Fougier [23], contrairement à l'Internationale communiste, le mouvement altermondialiste n'obéit pas à la logique structurelle du communisme qui veut que le principe de hiérarchie soit respecté. En effet, à l'image du FSM, son entité la plus représentative, le mouvement altermondialiste tend à favoriser le débat horizontal au détriment de l'efficacité. Cette spécificité marque d'ailleurs l'originalité de ce mouvement qui est une sorte de réseau des réseaux, à l'intérieur duquel, aucune entité ne fait figure de leader, pas même le FSM. Cette forme post-bureaucratique est portée par un discours de fond qui présente l'altermondialisme comme un mouvement qui ne cherche pas à conquérir le pouvoir. Eddy Fougier note que ce mouvement, dont l'esprit s'inspire des mouvements progressistes des années 70 qui voulaient changer le monde sans pour autant prendre le pouvoir, se réfèrent aux réflexions de Gramsci plutôt qu'à celles de Marx et Lénine [24]. Il est avant tout question pour les partisans du mouvement de gagner la bataille des idées [25].

Ce discours global sur la nature de l'engagement altermondialiste cache en réalité des divergences qui reflètent les multiples réalités de l'altermondialisme. Si pour certains le combat à mener doit demeurer détacher de toute emprunte politique, d'autres au contraire défendent l'idée d'une implication politique pour pouvoir imposer les idées altermondialistes. Au Maroc, l'engagement altermondialiste est lui aussi tiraillé par la nature hésitante du combat à mener. Ce dilemme de l'engagement sera notamment perceptible lors de son action aux côtés du mouvement du 20 février. L'avènement, dans le contexte des soulèvements dans le monde arabe, du mouvement du 20 février

rendra compte des moments d'hésitation de l'engagement altermondialiste marocain.

Le 20 février 2011, plus d'une quarantaine de manifestations sont simultanément organisées dans plusieurs villes du Maroc, des mobilisations auxquelles sera associé, très tôt, le mouvement altermondialiste marocain, notamment ATTAC Maroc. Les mobilisations regroupent des milliers de personnes [26]. Poussés par le vent du printemps arabe, les manifestants ont spontanément répondu à l'appel pour le changement d'un magma contestataire hétéroclite dénué d'étiquette politique partisane.

La révolution tunisienne est attentivement suivie par ATTAC Maroc dès les toutes premières manifestations qui s'amplifieront jusqu'à chasser Ben Ali du pouvoir et insuffler un vent de soulèvement sans précédent dans le monde arabe. Les premières réunions autour du thème de la révolution tunisienne sont organisées. Les connexions établies via le réseau altermondialiste international avec des groupes tunisiens actifs dans le soulèvement naissant permettent à ATTAC Maroc d'être en éveil sur ce sujet très tôt. Lorsque l'onde de choc de la chute du régime tunisien atteint le Maroc, l'ouverture et l'expérience internationale d'ATTAC Maroc, ainsi que la portée globalisante de son discours l'amènent très vite et assez naturellement à s'engager sur le front de la lutte du mouvement naissant. C'est ainsi que des membres de l'association deviendront des figures représentatives du mouvement du 20 février et l'infrastructure d'ATTAC sera rapidement mise au service de ce dernier. Le siège d'ATTAC-Maroc qui se trouve dans le quartier populaire d'Akkari situé à Rabat sera d'ailleurs un des principaux points de ralliement des contestataires du 20 février. Il convient de souligner que le mouvement s'appuie sur des « Coordinations locales » soutenues par un Conseil national d'appui du mouvement (CNAM) dont ATTAC Maroc est un des principaux acteurs avec l'Association marocaine des droits humains (AMDH) [27].

Omar Radi, figure médiatique du mouvement du 20 février et militant de l'association ATTAC dont il fut vice-président entre 2007 et 2009, explique l'engagement de l'association en ces termes : « le combat du 20 février s'inscrit dans la continuité de celui que nous menons depuis toujours au sein de l'association. En fait, la situation critique du Maroc est à relier à un contexte international marqué par l'échec du système néolibéral qui est responsable de la crise mondiale et qui cautionne des régimes tel que le nôtre » [28].

Pour Omar Radi, il s'agit donc, avant tout, de rejoindre le champ nouveau de la contestation du 20 février pour exprimer d'anciennes revendications liées notamment au domaine économique. On citera notamment les mobilisations orchestrées par ATTAC Maroc contre l'augmentation du prix de l'eau et de l'électricité. A noter que cette lutte qui sera connectée à la « Coordination contre la vie chère » fera partie des expériences qui serviront de socle à l'avènement du mouvement du 20 février.

Néanmoins, parmi les revendications d'ATTAC portées sur le champ contestataire du 20 février, il en est une qui marque une certaine rupture avec le discours traditionnel. Il s'agit de la dénonciation désormais directe et radicale du pouvoir politique, notamment du statut du roi, doublée d'une demande pressante de changement de régime. Ainsi, poussée par le vent des révoltes arabes, des militants de l'association ATTAC Maroc, comme Omar Radi, estime que les revendications doivent s'inscrire dans une logique révolutionnaire.

La question que soulève ce ralliement au mouvement du 20 février mérite d'être placée dans le contexte plus global sur la nature du mouvement altermondialiste. ATTAC Maroc a-t-elle pour vocation de servir la révolution ou doit-elle demeurer à l'écart de toute démarche révolutionnaire ? Cette question, abordée par plusieurs auteurs, prend un relief particulier lorsqu'elle est reliée au rôle d'Attac Maroc dans le mouvement du 20 février. En effet, en impliquant sa structure dans un projet révolutionnaire, ATTAC Maroc ne porte-elle pas préjudice à la nature de son combat ?

Pour le Secrétaire général d'ATTAC Maroc, Omar Aziki : l' « (...) organisation est avant tout une association. Elle n'a pas vocation à faire la révolution. Le rôle premier d'ATTAC Maroc est avant tout de nous engager sur le front du combat des idées. Il s'agit avant tout d'offrir une expertise sur des thématiques qui nous intéressent et qui rejoignent celles du mouvement du 20 février. Nous ne sommes pas un parti. Nous ne cherchons pas à accéder au pouvoir, mais nous accompagnons ce mouvement dans ses revendications qui portent notamment sur une plus grande justice sociale, un thème central dans la lutte altermondialiste » [29].

Ainsi, le mouvement du 20 février aurait permis à ATTAC de jouer son rôle premier qui est un travail d'expertise fourni tout le long du processus. Il semble toutefois que l'expérience du printemps arabe lui ait posé un dilemme qui a poussé l'association sur une pente aventureuse. En effet, si le discours visait à stimuler un engagement basé sur l'esprit altermondialiste et une problématique internationale, le combat sur le terrain du soulèvement arabe a entraîné les militants altermondialistes dans le terrain d'un engagement véritablement politique porté par un enjeu avant tout local. Si le soulèvement du printemps arabe a dans un premier temps servi de formidable plateforme de promotion pour l'engagement altermondialiste marocain, entraînant une hausse occasionnelle des adhésions, il a aussi eu un certain impact sur la cohésion du discours altermondialiste.

L'altermondialisme marocain présente ainsi certaines caractéristiques qui lui sont propres. Comme nous l'avons vu, le mouvement a forgé son identité dans l'histoire singulière de la gauche marocaine, longtemps réprimée, et dont de nombreux militants ont trouvé refuge dans l'engagement associatif. Contrairement à d'autres pays arabes, le pouvoir marocain a encouragé le développement du tissu associatif, dans une logique toutefois de contrôle qui a donné naissance d'abord à un mouvement associatif institutionnel « atomisé et dépolitisé » [30], ensuite à un mouvement extra-institutionnel en réponse au « déficit des structures civiles institutionnalisées » [31]. C'est au carrefour de ces deux tendances que l'altermondialisme marocain s'est développé, traversé par des enjeux d'ordre purement interne qui ont affaibli le mouvement. Par ailleurs, comme le montre l'exemple marocain, le vent des révoltes arabes a constitué un gros défi pour les altermondialistes qui prennent conscience de la nécessité de réadapter leur discours. Cette perturbation historique, associée à la crise économique mondiale, est présentée par les altermondialistes comme des événements qui avalisent leurs thèses. Toutefois, l'apparition d'un mouvement comme celui des « Indignés » montre bien que le mouvement altermondialiste n'est plus la grille de lecture privilégiée des opposants au système économique. Il est concurrencé par ces nouveaux mouvements qui tracent eux aussi les traits nouveaux d'une alternative [32]. Le nouveau vent de contestation soufflant de Puerta del Sol à Occupy Wall Street lance un lourd défi à l'altermondialisme. En effet, si ces mobilisations, nées dans le sillage d'une actualité marquée par la crise et les révoltes arabes, portent haut les idées altermondialistes, elles le renseignent aussi sur les limites d'un modèle qui s'essouffle.

Saïd Raïssi

P.-S.

* « L'altermondialisme marocain, spécificités d'un label vieillissant ». Cet article a été publié dans MAGHREB, SOCIETE CIVILE : <https://cerclechercheursmoyenorient.wordpress.com/2016/06/27/laltermondialisme-marocain-specifi-cites-dun-label-vieillissant/>

Notes

[1] Si la fameuse théorie de la « fin de l'histoire » de Francis Fukuyama est la plus médiatisée des thèses relatant le triomphe du libéralisme, on peut citer d'autres économistes pour qui la globalisation est un bienfait. Il en est ainsi d'Alain Minc qui estime que le capitalisme est apparu pour ne jamais plus disparaître. Selon lui, le capitalisme est en fait l'état naturel de la société contrairement à la démocratie. FUKUYAMA, Francis. *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Flammarion, coll. Histoire. Paris, 1992. 452 p. ; MINC, Alain. *La Mondialisation heureuse*, Plon, Paris, 1997. 260 p.

[2] L'association ATTAC France se définit comme étant « un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action citoyenne. ATTAC se mobilise contre l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde ; pour la prise de pouvoir par les citoyen.ne.s sur leur vie, la construction d'une démocratie active et pour la construction de convergences entre mouvements sociaux, au sein du mouvement altermondialiste. Il existe des alternatives, pour une transition vers une société solidaire et respectueuse de la nature. Nous ne sommes pas condamnés à subir les ravages de cette mondialisation et le cynisme des élites ». ATTAC, « Qui sommes-nous ? », <http://france.attac.org/attac/qui-sommes-nous>. Consulté le 27 décembre 2012.

[3] Le forum, qui en est à sa treizième édition, a réuni environ 40 000 à 50 000 personnes à Tunis, selon les estimations des médias. Près de 5.000 organisations d'environ 130 pays se sont inscrites pour participer au millier d'activités du forum (ateliers, débats et événements culturels. Sous la devise « Dignité, droits et liberté », cette édition a été organisée pour la seconde édition consécutive (après 2013) dans la capitale tunisienne, devenue la ville symbole des mouvements de révoltes qui ont secoués le monde arabe en 2011.

[4] OUGIER Eddy, « De l'altermondialisme aux « Indignés » : un nouveau souffle pour la contestation du capitalisme ? », *Revue internationale et stratégique*, 2012/2 n° 86, p. 26-36.

[5] Le mouvement des Indignés est apparu le 15 mai 2011, avec les campements sur la Puerta del Sol à Madrid et atteint son point d'orgue avec la mobilisation internationale du 15 octobre 2011 qui a concerné plus de 80 pays. Le mouvement est né dans le sillage d'une actualité marquée par le printemps arabe qui a vu les révolutions s'installer dans des lieux hautement symboliques comme la place Tahrir, en Egypte. Il est une réponse à la crise économique qui touche surtout les jeunes, moteur de la contestation.

[6] La mobilisation transnationale a très souvent eu pour objet de servir d'appui à l'engagement local. Le recours à un discours connecté à l'international sert souvent à obtenir des ressources supplémentaires qui peuvent être symboliques ou économiques. POULIGNY Béatrice, « Acteurs et enjeux d'un processus équivoque. La naissance d'une « internationale civile », *Critique internationale* 4/2001, no 13, p. 170.

[7] Ces programmes avaient pour objectif de tourner les marchés nationaux vers une politique d'exportation au détriment de l'économie intérieure et d'encourager les investissements étrangers. Les effets de la mise en marche de ces programmes ont été très mal accueillis par les populations souvent contraintes de subir une flambée des prix des biens de consommations.

[8] TOZY Mohamed, « La société civile entre transition démocratique et consolidation autoritaire : le cas du Maroc dans Bozzo Anna et Luizard Pierre-Jean, *Les sociétés civiles dans le monde musulman*, Paris, La Découverte « TAP / Islam et Société », 2011, 480 p., p 258

[9] TOZY Mohamed, « La société civile entre transition démocratique et consolidation autoritaire : le cas du Maroc dans Bozzo Anna et Luizard Pierre-Jean, Les sociétés civiles dans le monde musulman, Paris, La Découverte « TAP / Islam et Société », 2011, 480 p., p 258

[10] EL HACHIMI Mohammed, « Société civile et démocratisation au Maroc. Le grand malentendu », Institut européen de la méditerranée, Juin 2014. URL : http://www.cjb.ma/images/2014/publications_des_chercheurs/papersiemed21.pdf

[11] Ibid.

[12] CATUSSE Myriam et VAIREL Frédéric, « Maroc de Mohamed VI : mobilisations et action publique », dossier thématique, Politique africaine, n°120, décembre 2010.

[13] Cheynis Eric, « Usages et enjeux nationaux de l' " anti-mondialisation " : comment le " mouvement " prend pied au Maroc ». Colloque « Les mobilisations altermondialistes » 3-5 décembre 2003. [En ligne] URL : <http://www.afsp.msh-paris.fr/activite/groupe/germm/collgermm03txt/germm03cheynis.pdf>.

[14] Ibid.

[15] Cheynis Eric, « L'altermondialisme au prisme marocain », Critique internationale 2005/2 (no 27), p. 177-191.

[16] Ibid.

[17] Le forum clôturera ses travaux par une déclaration regroupant 400 participants. Deux autres Forums Sociaux ont été organisés, respectivement en 2004 et 2006

[18] La nature de l'altermondialisme qui se veut un espace où la cohabitation de plusieurs idées est possible va rendre possible l'intégration des tendances dans le projet. On notera que le Comité Préparatoire a renoncé à rédiger un texte proprement marocain et repris la Charte de principe du Forum Social Mondial de Porto Alegre comme document de référence. Comme l'explique Eric Cheynis : « Ce texte a (...) joué le rôle de ressource internationale unificatrice pour des organisations et des militants extrêmement divers. » CHEYNIS, Éric. op. cit., p.13.

[19] Ibid.,p. 3.

[20] Ont siégé au comités préparatoire du Forum social Maroc : l'association ATTAC Maroc ; l'Association marocaine de solidarité et de développement (AMSED) qui œuvre, depuis 1993, pour le renforcement de la société civile sur les questions de développement et de promotion des droits humain ; le Centre d'études et de recherches Aziz Bellal (CERAB), une structure proche du Parti du progrès et du socialisme ; l'Espace associatif, une organisation proche de la gauche marocaine qui œuvre pour le renforcement du tissu associatif de développement démocratique marocain ; l'Association marocaine de droits humains (AMDH) ; le Carrefour associatif ; enfin les représentants de trois syndicats : l'Union marocaine de travail (UMT), la Confédération démocratique du travail (CDT) et la Fédération démocratique du travail (FDT).

[21] CHEYNIS, Éric. op. cit.

[22] Extrait de la Charte des principes du Forum social mondial : « Les alternatives (...) visent à faire prévaloir, comme nouvelle étape de l'histoire du monde, une mondialisation solidaire qui

respecte les droits universels de l'homme, ceux de tous les citoyens et citoyennes de toutes les nations, et l'environnement, étape soutenue par des systèmes et institutions internationaux démocratiques au service de la justice sociale, de légalité et de la souveraineté des peuples. ». <https://france.attac.org/archives/spip.php?article7823>. Consulté le 24 mars 2016.

[23] FOUGIER Eddy, Où va le mouvement altermondialisation ? et autres questions pour comprendre son histoire, ses débats, ses stratégies, ses divergences. La découverte, Paris, 2003, p 72-73.

[24] Ibid, p. 77

[25] FOUGIER Eddy, « Mondialisation : l'ère des refus », Politique étrangère, n°3-4, 2003, p. 630.

[26] Le Mouvement du 20 février a revendiqué 350 000 manifestants. Les autorités ont fait état de 30 000 manifestants.

[27] BAYLOCQ Cédric et GRANC Jacopo, « 20 février. Discours et portraits d'un mouvement de révolte au Maroc ». Revue L'année du Maghreb, CNRS Editions, 2012, nVIII, p.239-258.

[28] Entretien par l'auteur de l'article avec Omar Radi réalisé à Casablanca

[29] Entretien réalisé par l'auteur de cet article avec Omar Aziki à Rabat

[30] EL HACHIMI, Mohammed, op. cité.

[31] Ibid.

[32] FOUGIER Eddy, « De l'altermondialisme aux 'Indignés' : un nouveau souffle pour la contestation du capitalisme ? », Revue internationale et stratégique, n°86, été, p. 26-36.